

# **Anne Giudicelli : « Un Guantanamo à la française serait dangereux »**

[Guillaume Maujean](#) / Rédacteur en chef "Finance et Marchés" | Le 16/11 à 11:07, mis à jour à 11:21

**Anne Giudicelli, spécialiste du monde arabo-musulman et directrice du cabinet de conseil Terrorisc, estime qu'il ne « faut pas faire le jeu des terroristes » en s'éloignant de l'Etat de droit.**

**La France a engagé la riposte militaire 48 heures après les attentats tragiques à Paris. Quelle peuvent être l'objectif et l'efficacité des frappes perpétrées à Raqqa contre l'Etat islamique ?**

Malgré les événements, les frappes à Raqqa s'inscrivent dans la continuité d'un choix politique : cibler, avec la coalition, des sites de formation et des camps d'entraînement où il n'y a pas de civils. Là, le gouvernement prend la décision d'accélérer le volume des frappes. Cela s'inscrit comme une volonté de marquer le coup.

On a quand même l'impression que ce discours est davantage élaboré pour l'opinion française qu'efficace dans le message qu'il envoie à ceux qui nous ont frappé. D'une certaine façon, ce discours peut même être contre-productif, dans la mesure où c'est précisément ce qu'ils attendent : que la France rentre en guerre officiellement. Alors que le monde entier est en crise, nous Européens et Occidentaux, n'avons pas été préparés à vivre au même tempo que le reste du monde. Il y a certes eu les attentats à Madrid en mars 2004, à Londres en juillet 2005, mais nous étions relativement épargnés. Nous étions des pays en paix.

**Le chef de l'Etat français veut prolonger l'état d'urgence de 3 mois. Quel est l'objectif ? Là, encore, c'est une réponse faite pour l'opinion ?**

C'est certes une réponse pour l'opinion, mais il y a aussi évidemment une nécessité de sécuriser le pays. Nous l'avons bien compris, ce type de menace est totalement diffus, les individus dangereux sont dilués dans la population. Il faudrait davantage agir sur le renseignement. Il faut aussi réfléchir à la prolongation de Sentinelle, ce dispositif mis en place depuis janvier, qui implique déjà 7.000 militaires, en plus du dispositif policier. Pour l'instant, l'ensemble de l'Etat est aux abois, mais ce discours conduit à une forme de panique généralisée. Je pense qu'il faut davantage apaiser la population.

**Comment a-t-on pu en arriver là ? Quelle réponse peut-on apporter à long terme ?**

Le travail dépasse effectivement les mandats politiques de 5 ans. Au-delà de l'aspect militaire, il y a la question de la gestion des foyers de crises, comme la Syrie. Il y a également un volet diplomatique à mettre en œuvre, même s'il y a une petite accélération sur ce plan-là récemment. Enfin, il y a un volet sociétal. Cela pose quand même la question de savoir pourquoi nos jeunes concitoyens décident de cibler, de tuer leurs propres concitoyens. Cette question-là, ça fait des années qu'elle est posée, mais on n'y a jamais véritablement apporté de réponse.

**Il y a des réponses apportées aujourd'hui sur le plan politique. Certains vont jusqu'à vouloir créer des centres pour tous les fichiers S, des bracelets électroniques... Peut-on vraiment aller jusque-là ? Comment fait-on pour déradicaliser certains individus comme certains le demandent ?**

On va vers un chemin un petit peu dangereux, qui ressemble à une « Guantanamoïsation » d'une partie de la société française. Cette idée de désigner des individus comme déjà coupables alors qu'ils ne sont même pas encore suspects, est à la limite de la légalité. A chaque attentat, on grignote davantage sur ce qui nous constitue, ce qui est ciblé par ceux qui nous en veulent. On fait leur jeu finalement. Je ne pense pas qu'il faille faire ce Guantanamo-là. En revanche, il faut trouver un moyen de travailler sur l'après avec ceux qui rentrent du front syrien. Il faut aussi travailler sur le volet préventif, pour faire en sorte que les individus ne soient pas séduits par cette idéologie-là.

[@gmaujean](https://twitter.com/gmaujean)